

Art. 5. Het Lid van het College, bevoegd voor de aangelegenheid die is bedoeld bij dit besluit, is belast met de uitvoering ervan.

Brussel, op 4 juni 1998.

Namens het College :
Ch. PICQUE,
Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen
H. HASQUIN,
Voorzitter van het College



F. 98 — 2203

[C - 98/31325]

**11 JUIN 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
relatif à l'application du décret du 18 juillet 1996
organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes**

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 22 août 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat rendu le 7 janvier 1998;

Sur proposition du Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1° « décret » : le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes.

2° « bureau » : le bureau du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

3° « ministre » : le membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes.

CHAPITRE II. — De la procédure d'agrément

Section 1re. — De la demande d'agrément

Art. 3. Pour être recevable, la demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée adressée à l'administration, accompagnée d'un dossier comprenant :

1° un document reprenant la dénomination de l'institution, l'adresse du siège social et des sièges d'activité;

2° les statuts actualisés de l'institution, publiés au *Moniteur belge*;

3° la liste actualisée des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration et le nom des personnes habilitées à représenter l'institution;

4° la décision, par l'organe compétent de l'institution, de s'engager dans une activité de médiation de dettes;

5° une copie du ou des agréments visés à l'article 6, § 1er, 5° du décret;

6° le nom et le certificat de bonne vie et moeurs du responsable de l'activité de médiation des dettes et de chaque personne qui, en raison de ses attributions, participe directement à cette activité;

7° un aperçu des besoins constatés dans la Région de Bruxelles-Capitale en matière de médiation de dettes et des moyens dont la mise en oeuvre est envisagée pour y remédier;

8° une description de fonction pour les personnes qui seront affectées à la médiation de dettes, avec la durée du temps de travail qui y sera consacré et la preuve de leur expérience en la matière ou d'une formation spécialisée;

9° le plan des locaux affectés spécifiquement à cette activité, ainsi que le contrat de location, l'acte d'achat ou toute autre convention à titre gratuit ou non;

10° la copie d'une attestation datant de moins de trois ans, délivrée par le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale certifiant que la protection contre l'incendie est assurée;

11° un document attestant que l'institution a souscrit à une assurance en responsabilité civile, est couverte contre l'incendie, et une quittance prouvant le paiement des primes y afférentes;

Le dossier ainsi constitué doit être certifié sincère, complet et conforme. Il doit être signé et daté par la ou les personnes habilitées à représenter l'institution.

Art. 4. Si le dossier n'est pas complet, l'institution en est avisée endéans les trente jours ouvrables de la réception de la demande. Si l'institution ne complète pas les informations dans les trente jours ouvrables de cette notification, la demande est considérée irrecevable.

Section 2. — De l'agrément et du renouvellement d'agrément

Art. 5. Dès réception du dossier complet, l'administration instruit la demande. L'administration transmet au bureau le dossier administratif et la demande d'agrément.

Art. 6. Le bureau examine la demande. Il transmet son avis à l'administration et au Ministre, dans les trente jours ouvrables à dater de sa saisine. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les trois mois de la réception de l'avis du bureau.

Le centre est réputé agréé jusqu'au moment de la notification du renouvellement d'agrément.

Quand la demande d'agrément émane d'une institution déjà agréée pour ses missions dans le domaine de la santé, le Ministre sollicite, au préalable, l'avis du membre du Collège chargé de la santé.

Art. 7. La décision d'octroi est notifiée à l'institution par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. L'agrément mentionne les éléments suivants :

- 1° l'identification de l'institution et son statut;
- 2° le siège social, le ou les lieux d'activité;
- 3° la durée des prestations par semaine;
- 4° le nom des personnes habilitées à représenter l'institution.

Art. 8. Le renouvellement de l'agrément doit être demandé au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande se fait par lettre recommandée adressée à l'administration. La demande est accompagnée du dossier conformément aux dispositions visées aux articles 3 et 4.

Art. 9. La procédure de renouvellement de l'agrément est identique à celle prévue aux articles 5 et 6.

Section 3. — Du refus et du retrait d'agrément

Art. 10. Lorsque l'instruction administrative visée à l'article 5 conclut au non respect des normes d'agrément ou lorsque l'institution ne répond plus aux dispositions prises par ou en vertu du décret, le Ministre notifie à l'institution en cause une proposition motivée de refus ou de retrait d'agrément, par lettre recommandée avec accusé de réception et en communique copie au bureau.

A partir du jour de la notification de cette proposition, l'institution dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du bureau et du Ministre. Le bureau examine la proposition de refus ou de retrait d'agrément et transmet son avis à l'administration et au Ministre, dans les deux mois de la communication de la proposition.

Art. 11. La décision du Ministre portant refus ou retrait d'agrément est notifiée à l'institution par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de retrait d'agrément emporte l'arrêt de l'activité de médiation de dettes au plus tard le jour ouvrable qui suit celui de la notification.

L'institution est tenue de fournir la liste des institutions agréées pour la médiation de dettes aux personnes pour lesquelles un dossier est en cours. Le dossier en cours est transmis, aux frais de l'institution qui fait l'objet du retrait, à une institution choisie par le bénéficiaire dans la liste qui lui est transmise.

CHAPITRE III. — De la formation

Art. 12. Les diplômes requis pour être considéré comme travailleur social diplômé au sens de l'article 6, § 1er, 1° du décret sont les diplômes d'assistant social ou d'auxiliaire social, d'infirmier social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire issu de l'enseignement supérieur de type court ou de l'enseignement de promotion sociale, de licencié en sciences humaines ou sociales, de psychologue tel que défini par la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue.

Art. 13. La formation spécialisée visée à l'article 6, § 1er, 1° du décret est attestée par un certificat délivré à l'issue de la participation à un programme de trente heures au moins de cours théoriques portant sur les matières suivantes :

- 1° droit des obligations;
- 2° crédit hypothécaire;
- 3° crédit à la consommation;
- 4° contentieux de l'inexécution de la dette et voies d'exécution;
- 5° aspects méthodologiques de la médiation de dettes.

La formation théorique visée à l'alinéa 1^{er} est complétée par une journée au minimum consacrée à l'étude pratique de cas.

Ces cycles de formation doivent être agréés par le Ministre.

Art. 14. Le personnel visé à l'article 6, § 1er, 1° et 2° du décret est tenu de suivre une formation continuée de minimum huit heures par an, dont le programme est agréé par le Ministre.

Art. 15. L'expérience professionnelle visée à l'article 6, § 1er, 1° et 2° du décret est attestée par une déclaration écrite soit de l'employeur soit du Bâtonnier d'un Ordre d'Avocats.

CHAPITRE IV. — Des frais de la médiation

Art. 16. Les frais maximum de la médiation sont fixés comme suit :

- 1° établissement initial du bilan financier global du demandeur : trois cents francs;
- 2° négociation d'un plan d'apurement avec les créanciers : cinq cents francs;
- 3° préparation des conclusions en vue d'une comparution en justice : quinze cents francs.

Ce tarif est adapté, le 1er janvier de chaque année à l'indice des prix à la consommation. Le tarif est affiché à l'entrée des locaux visés à l'article 3, 9°.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 17. L'administration est chargée de procéder à une évaluation globale des activités des services agréés pratiquant la médiation de dettes sur la base des rapports d'activité annuels et de transmettre au Collège un rapport synthétique ainsi qu'une note analytique tous les deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. Les agents de l'administration désignés par le Ministre pour inspecter les institutions ont libre accès aux locaux et peuvent consulter sur place tout document leur permettant de réaliser leur mission.

Art. 19. Une copie de toutes les décisions relatives à un octroi, un renouvellement, un refus ou un retrait d'agrément est notifiée au Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 20. Le Membre du Collège, compétent pour l'Aide aux Personnes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 1998.

Par le Collège :
Ch. PICQUE,
Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes
H. HASQUIN,
Président du Collège

VERTALING

N. 98 — 2203

[C - 98/31325]

11 JUNI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 18 juli 1996 houdende erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 houdende erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 22 augustus 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State van 7 januari 1998;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 houdende erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden.

2° « bureau » : het bureau van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid.

3° « minister » : het lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure

Afdeling 1. — Erkenningsaanvraag

Art. 3. Om ontvankelijk te zijn, moet de erkenningsaanvraag bij een ter post aangetekende brief gericht aan de administratie worden ingediend en vergezeld zijn van een dossier bestaande uit :

1° een document met de benaming van de instelling, het adres van de maatschappelijke zetel en van de activiteitenzetels;

2° de geactualiseerde statuten van de instellingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

3° de geactualiseerde lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur en de naam van de personen die gemachtigd zijn om de instelling te vertegenwoordigen;

4° de beslissing van het bevoegde orgaan van de instelling om een activiteit inzake het bemiddelen bij schulden te starten;

5° een afschrift van de erkenning(en) bedoeld in artikel 6, § 1, 5° van het decreet;

6° de naam en bewijs van goed gedrag en zeden van de verantwoordelijke voor de activiteit inzake het bemiddelen bij schulden en van elke persoon die omwille van zijn bevoegdheid rechtstreeks betrokken is bij deze activiteit;

7° een overzicht van de vastgestelde behoeften in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het bemiddelen bij schulden en van de middelen die deze moeten verhelpen;

8° een functiebeschrijving voor diegenen die ingezet worden bij het bemiddelen bij schulden, met de arbeidsduur die daaraan besteed wordt en het bewijs van hun ervaring ter zake of van een gespecialiseerde opleiding;

9° het plan van lokalen die specifiek voor deze activiteit worden bestemd alsook het huurcontract, de aankoopakte of elke andere al dan niet gratis overeenkomst;

10° het afschrift van een bewijs van minder dan 3 maand oud, afgeleverd door de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende medische hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waaruit blijkt dat de brandveiligheid verzekerd is;

11° een document tot bewijs dat de instelling een verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid heeft gesloten, dat ze gedekt is tegen brand en een betaalbewijs van de premies ervoor;

Het aldus samengestelde dossier moet voor waar, volledig en eensluidend worden verklaard. Het moet ondertekend en van datum voorzien zijn door diegene(n) die gemachtigd is (zijn) om de instelling te vertegenwoordigen.

Art. 4. Indien het dossier onvolledig is, wordt de instelling hierover bericht binnen de dertig werkdagen na de ontvangst van de aanvraag. Indien de instelling de gegevens niet aanvult binnen de dertig werkdagen na deze kennisgeving wordt de aanvraag als onontvankelijk beschouwd.

Afdeling 2. — Erkenning en hernieuwing van de erkenning

Art. 5. Zodra de administratie het volledige dossier in bezit heeft, behandelt ze de aanvraag. De administratie bezorgt het bureau het administratief dossier en de erkenningsaanvraag.

Art. 6. Het bureau onderzoekt de aanvraag. Het bezorgt zijn advies aan de administratie en aan de Minister binnen de dertig werkdagen nadat het deze in bezit heeft gekregen. Eens deze termijn verstreken, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen de drie maanden na ontvangst van het advies van het bureau.

Het centrum wordt geacht erkend te zijn tot op het tijdstip van de kennisgeving van de hernieuwing van de erkenning.

Wanneer de erkenningsaanvraag uitgaat van een instelling die reeds erkend is voor haar opdrachten op het vlak van gezondheid vraagt de Minister eerst om het advies van het Lid van het College belast met gezondheid.

Art. 7. De beslissing tot toekenning wordt meegedeeld aan de instelling bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. De erkenning vermeldt de volgende gegevens :

- 1° de identificatie van de instelling en het statuut ervan;
- 2° de maatschappelijke zetel, de plaats(en) van activiteit;
- 3° de duur van de prestaties per week;
- 4° de naam van de personen die gemachtigd zijn om de instelling te vertegenwoordigen.

Art. 8. De hernieuwing van de erkenning moet uiterlijk zes maand voor het verstrijken van de lopende erkenning worden aangevraagd. De aanvraag gebeurt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de administratie. De aanvraag gaat vergezeld van het dossier overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikelen 3 en 4.

Art. 9. De procedure voor de hernieuwing van de erkenning is dezelfde als die voorzien in artikelen 5 en 6.

Afdeling 3. — Weigering en intrekking van de erkenning

Art. 10. Wanneer bij de administratieve behandeling zoals bedoeld in artikel 5 blijkt dat de erkenningsnormen niet zijn nageleefd of dat de instelling niet langer voldoet aan de bepalingen die genomen zijn bij of krachtens het decreet, stelt de Minister de desbetreffende instelling in kennis van een met redenen omkleed voorstel tot weigering of intrekking van de erkenning bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs en bezorgt het daarvan een afschrift aan het bureau.

Met ingang van de dag van de kennisgeving van dit voorstel heeft de instelling dertig dagen de tijd om een rechtvaardigingsgeschrift in te dienen bij het bureau en bij de Minister. Het bureau onderzoekt het voorstel tot weigering of intrekking van de erkenning en bezorgt zijn advies aan de administratie en de Minister binnen de twee maanden nadat het voorstel is bezorgd.

Art. 11. Van de beslissing van de Minister tot weigering of intrekking van de erkenning wordt aan de instelling kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De beslissing tot intrekking van de erkenning leidt tot de stopzetting van de activiteit inzake het bemiddelen bij schulden en dit uiterlijk op de werkdag die volgt op de dag van de kennisgeving.

De instelling bezorgt een lijst van de erkende instellingen voor het bemiddelen bij schulden aan de personen met een lopend dossier. Het lopend dossier wordt op kosten van de instelling waarvan de erkenning is ingetrokken, bezorgd aan een instelling die door de begunstigde is gekozen uit de lijst die hem is toegestuurd.

HOOFDSTUK III. — Opleiding

Art. 12. De diploma's die vereist zijn om te worden beschouwd als gediplomeerd sociaal werker in de zin van artikel 6, §1 zijn de diploma's van sociaal assistenten of sociaal helper, sociaal verpleger of gegradueerd verpleger met specialisatie in gemeenschapsgezondheid, uitgereikt in het hoger onderwijs van het korte type of het onderwijs voor sociale promotie, van licentiaat in sociale of menswetenschappen, van psycholoog zoals bedoeld bij de wet van 8 november 1993 ter bescherming van de titel van psycholoog.

Art. 13. Van de gespecialiseerde opleiding zoals bedoeld in artikel 6, § 1, 1° van het decreet wordt een bewijs geleverd aan de hand van een getuigschrift dat is uitgereikt na de deelname aan een programma van minstens dertig uur theorie over de volgende materies :

- 1° verbintenissenrecht;
- 2° hypothecair krediet;
- 3° verbruikskrediet;
- 4° geschillen over de niet-aflossing van de schuld en de wijzen van aflossing;
- 5° methodologische aspecten van de bemiddeling bij schulden.

De theoretische opleiding zoals bedoeld in het eerste lid wordt aangevuld met minstens één dag gewijd aan de praktijkstudie.

De opleidingscycli moeten door de Minister erkend zijn.

Art. 14. Het personeel bedoeld in artikel 6, § 1, 1° en 2° van het decreet dient een navorming van minstens acht uur per jaar te volgen waarvan het programma door de Minister is erkend.

Art. 15. Van de beroepservaring bedoeld in artikel 6, § 1, 1° en 2° van het decreet wordt het bewijs geleverd aan de hand van een schriftelijke verklaring hetzij van de werkgever hetzij van de Deken van de orde der advocaten.

HOOFDSTUK IV. — *Kosten voor de bemiddeling*

Art. 16. De maximumkostprijs voor de bemiddeling wordt vastgesteld als volgt :

1° eerste opmaak van de globale financiële balans van de aanvrager : driehonderd frank;

2° onderhandeling over een aflossingsplan met de schuldeisers : vijfhonderd frank;

3° voorbereiding van de conclusies met het oog op een verschijning voor de rechtbank : vijftienhonderd frank.

Dit tarief wordt jaarlijks aangepast op 1 januari aan de index der consumptieprijzen. Het tarief wordt aangebracht aan de ingang van de lokalen bedoeld in artikel 3, 9°.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. De administratie gaat over tot een globale evaluatie van de activiteiten van de erkende diensten die bemiddelen bij schulden op basis van de jaarlijkse activiteitenverslagen en bezorgt een syntheseverslag alsook een analysesnota en dit om de twee jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 18. De beampten van de administratie die door de Minister zijn aangesteld voor de inspectie van de instellingen hebben vrije toegang tot de lokalen en kunnen ter plaatse elk document raadplegen dat hen in staat stelt hun opdracht uit te voeren.

Art. 19. Van een afschrift van alle beslissingen betreffende een toekenning, hernieuwing, weigering of intrekking van een erkenning wordt kennis gegeven aan de federale Minister van economische Zaken.

Art. 20. Het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, op 11 juni 1998.

Namens het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

[C - 98/16199]

**10 AUGUSTUS 1998. — Koninklijk besluit houdende benoeming
van de voorzitters van de Hoge Raad voor de Middenstand
voor de zitting 1999-2004**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1987, 6 april 1995 en 10 februari 1998, inzonderheid artikel 13, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1979 tot regeling van de toepassing van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 april 1980, 1 september 1980, 8 november 1990 en 26 mei 1998, inzonderheid artikel 22, § 1;

Gelet op de voorstellen van de Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen van 19 juni 1998;

Gelet op het advies van de afdelingen van de Hoge Raad voor de Middenstand, gegeven op 10 juli 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de zitting 1999-2004 worden tot voorzitters van de Hoge Raad voor de Middenstand benoemd en nemen jaarlijks afwisselend in deze volgorde het voorzitterschap waar :

1. De Heer Kris Peeters, van de Nederlandse taalrol, en
2. de Heer Pierre Colin, van de Franse taalrol.

Art. 2. Onze Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Chateaufort-de-Grasse, 10 augustus 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

[C - 98/16199]

**10 AOUT 1998. — Arrêté royal portant nomination
des présidents du Conseil supérieur des Classes moyennes
pour la session 1999-2004**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, modifiées par les lois des 6 juillet 1987, 6 avril 1995 et 10 février 1998, notamment l'article 13, § 4;

Vu l'arrêté royal du 4 juin 1979 réglant l'application des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, modifié par les arrêtés royaux des 9 avril 1980, 1^{er} septembre 1980, 8 novembre 1990 et 26 mai 1998, notamment l'article 22, § 1^{er};

Vu les propositions du Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises du 19 juin 1998;

Vu l'avis des sections du Conseil supérieur des Classes moyennes, donné le 10 juillet 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour la session 1999-2004 sont nommés présidents du Conseil supérieur des Classes moyennes et exercent annuellement en alternance la présidence dans l'ordre suivant :

1. M. Kris Peeters, d'expression néerlandaise, et,
2. M. Pierre Colin, d'expression française.

Art. 2. Notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Chateaufort-de-Grasse, le 10 août 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN